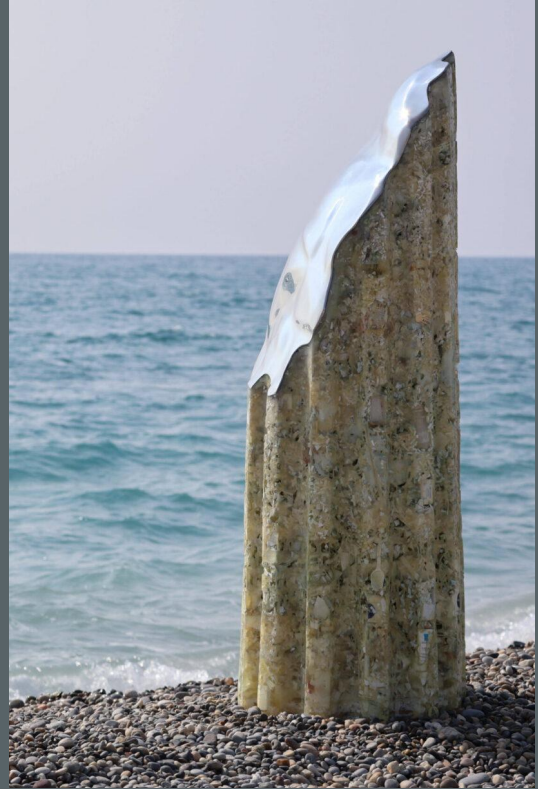


Pour un réalisme migratoire : une nouvelle stratégie en Méditerranée



AUTEUR Hakim El Karoui, François
Gaüzère-Mazauric

IMAGE «L'Âge d'or», 2025 © Mykyta
Zigura

DATE 30 septembre 2025

La crise démographique a coupé la Méditerranée en deux.

La rive nord s'ouvre à l'immigration de travail, privant le Sud de ses meilleurs talents.

Il est temps de changer de focale – une proposition...

La formule est célèbre : sous la plume de Fernand Braudel, la Méditerranée était un « très vieux carrefour » entre les cultures, entre les peuples et les économies. C'est précisément par les échanges et les confrontations entre les différents territoires qui la composent que, depuis le temps où les Phéniciens commercèrent dans les îles grecques, depuis l'époque où les Romains s'engagèrent dans les guerres puniques, elle est devenue une « aire culturelle ».

Cette aire culturelle n'était ni spécifiquement chrétienne ou musulmane, pas davantage qu'elle ne fut latine, ottomane ou byzantine ; elle était tout cela à la fois. C'est parce que les armées, les marchands, les religions et les cultures confluèrent vers elle que la Méditerranée devint au fil des siècles une région cohérente.

La Méditerranée n'existe plus

Pourtant, les deux rives de la Méditerranée se détournent aujourd'hui l'une de l'autre : sur la rive Nord, les gouvernements européens dénoncent l'immigration venue du Sud avec une véhémence chaque jour renouvelée – à l'unisson, d'ailleurs, de leurs opinions publiques.

Celles-ci sont hostiles à l'arrivée de nouveaux immigrés, à plus de 70 % en France, en Allemagne et en Italie, et à 61 % en Espagne ^①.

Les pays de la rive Sud dénoncent eux aussi cette immigration vers le Nord : elle contribue, disent-ils, à la fuite de leurs meilleurs cerveaux, sans aucune contrepartie financière. Pour ne prendre qu'un seul exemple, entre 2015 et 2020, 39 000 des 90 000 inscrits à l'Ordre tunisien des ingénieurs ont quitté le pays ^②.

Quand la rive Nord crie à « l'invasion migratoire », la rive Sud crie au pillage de ses talents et se plaint du double discours de l'Occident.

La Méditerranée-carrefour que décrivait Braudel se change progressivement en une Méditerranée-frontière ; et lorsqu'elle cesse d'être un carrefour, la Méditerranée cesse en quelque sorte d'exister en tant que région... Les liens commerciaux dépérissent eux-aussi lentement : si les transactions entre l'Europe et les pays d'Afrique du Nord ont augmenté en volume depuis les années 1990, elles ont légèrement reculé en parts de marché, sous l'effet des éloignements politiques entre le Nord et le Sud, mais aussi de la concurrence internationale – Chinois et Russes en tête.

De plus en plus, la politique sépare les deux rives de la Méditerranée. Est-ce à dire que cette dérive des continents va les éloigner l'un de l'autre à tout jamais, la Méditerranée n'étant par ailleurs plus qu'un carrefour secondaire des échanges mondiaux ? Rien n'est moins sûr, parce que le temps est fait

d'histoire, de géographie, mais aussi de démographie. Et la démographie européenne change : elle entre dans un long déclin, alors que le Sud reste dynamique, même si certains pays commencent à vieillir. La Méditerranée, cet espace de flux et d'échanges, peut renaître par le mouvement des femmes et des hommes, du Sud vers le Nord mais aussi du Nord vers le Sud. Reste alors à organiser et encadrer ces mouvements.

Le « grand hiver » de la démographie européenne

La reprise improbable de la natalité

Les sociétés européennes sont entrées dans un hiver démographique prolongé : dans l'Union européenne, le taux de fécondité n'a plus dépassé 1,6 enfant par femme depuis 1992 et s'est établi à 1,38 enfant par femme en 2023 ^③. La reprise de la natalité qui pouvait être espérée à l'aube des années 2000 devient de plus en plus improbable, car les sociétés européennes sont presque toutes prises dans ce que les démographes appellent le « piège de la fécondité basse » ^④.

Ce piège est défini par trois caractéristiques : d'abord, une chute prolongée des naissances entraîne la diminution du nombre de femmes en âge de procréer dans la génération suivante ; ainsi, même si le taux de fécondité se relevait, le nombre de naissances continuerait de baisser. Deuxièmement, lorsqu'une faible fécondité s'installe, elle crée un modèle familial, inspirant de fait la génération suivante qui est moins susceptible d'impulser un sursaut de la natalité.

Enfin, d'un point de vue économique, une dénatalité prolongée demande aux actifs de supporter de plus en plus le coût lié à leurs aînés dépendants : cela réduit d'autant le capital qu'ils pourraient allouer à l'éducation d'un enfant. Le « piège de la fécondité basse » laisse donc craindre que l'espoir d'un « printemps démographique » ne soit démenti, dans les sociétés occidentales, par l'expérience d'une longue glaciation.

Les sociétés européennes sont entrées dans un hiver démographique prolongé.

HAKIM EL KAROUI ET FRANÇOIS GAÜZÈRE-MAZAURIC

Quoi qu'en disent les malthusiens, cette chute prolongée de la fécondité est d'une gravité extrême : le mal commence par le vieillissement de la population, la diminution du nombre de jeunes, puis d'étudiants ; enfin, les actifs et le nombre de cotisants pour les retraites par répartition diminuent à leur tour. Ajoutons que le coût de la dépendance progresse dans des sociétés où la dénatalité est prolongée ; il repose par ailleurs sur un nombre d'actifs en diminution. Les conséquences de la dépopulation sont si graves que la baisse des naissances est conçue par certains démographes américains comme un problème de « sécurité nationale »^⑤.

Le grand vieillissement : la population européenne en 2050

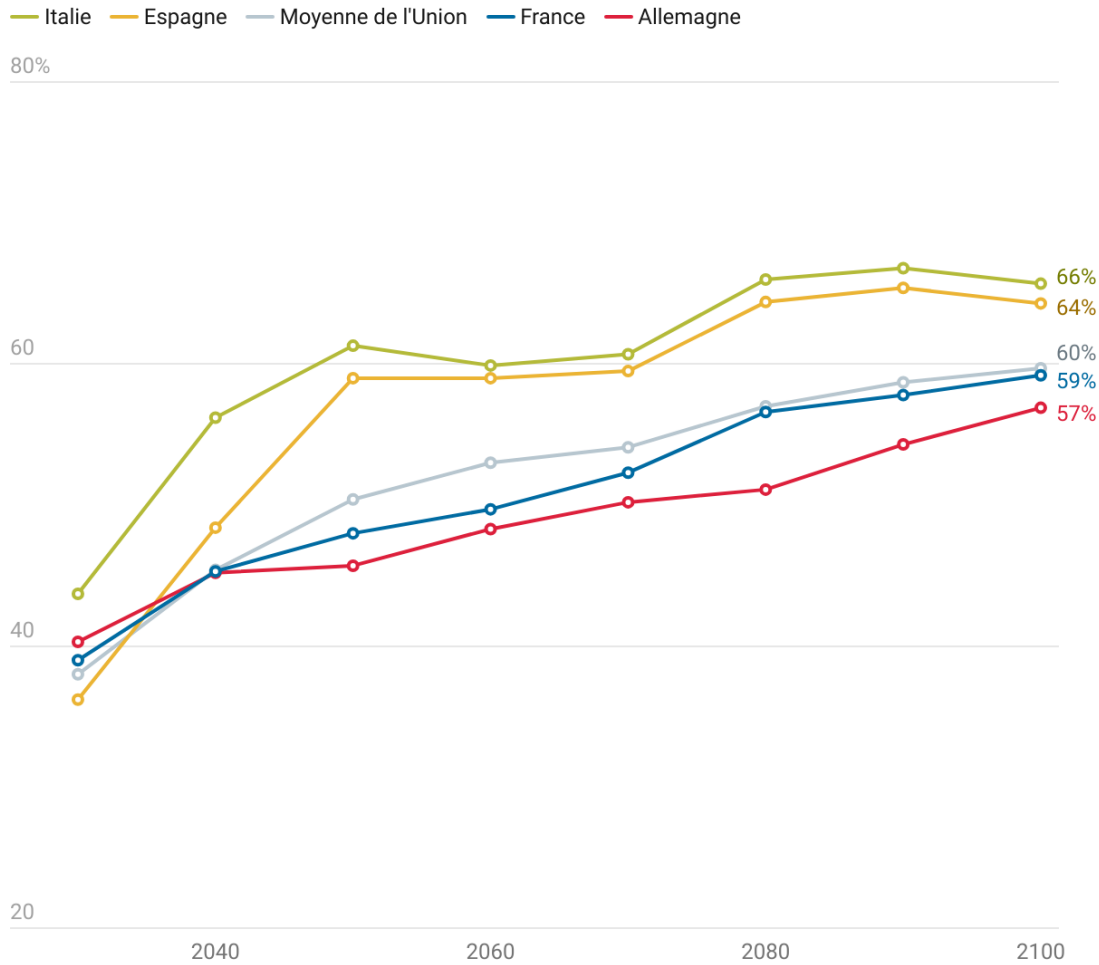
La conséquence la plus immédiate de la faible natalité ne sera pas la diminution de la population mais son vieillissement. L'Europe de la dénatalité sera donc, avant tout, une Europe aux cheveux blancs. Le vieillissement démographique se traduit par une inversion progressive de la pyramide des âges, avec une part de jeunes désormais inférieure à celle des personnes âgées. En 2024, dans l'Union européenne, on comptait près de 2 millions de personnes de plus parmi les 65-74 ans que parmi les 20-29 ans^⑥. Plus encore, le ratio de dépendance (le nombre de personnes âgées de plus de 65 ans sur le nombre de 15-64 ans) s'élève à 33,9 % en 2024, contre 27,7 % en 2013 ; il y avait donc en 2013 un peu moins de quatre personnes en âge de travailler pour une personne de plus de 65 ans, contre un peu moins de trois pour une aujourd'hui^⑦.

L'évolution de ce ratio illustre bien l'alourdissement de la charge supportée par la population active pour financer les retraites et, au-delà, pour assurer la prise en charge des personnes âgées dépendantes. L'Italie est particulièrement concernée : avec un ratio de dépendance de 39 % en 2025, elle affiche l'un des niveaux les plus élevés d'Europe. L'Allemagne et la France suivent, avec un taux estimé à 35,7 %, devant l'Espagne (31,9 %).

Le vieillissement de la population européenne s'amplifiera beaucoup d'ici à 2050 : c'est l'Espagne qui devrait connaître l'évolution la plus marquée au cours des prochaines décennies : d'ici 2050, son ratio de dépendance progresserait de 27 points, pour atteindre 59 %, soit un niveau comparable à celui projeté pour l'Italie en 2050 (61,3 %). La hausse prévue en France et en Allemagne, pour préoccupante qu'elle soit, serait plus modérée, avec respectivement +12 et +10 points (45,7 % en Allemagne et 48 % en France)^⑧.

Figure 1 - Projection du ratio de dépendance des personnes âgées (en %)

Population de 65 ans ou plus sur population de 15 à 64 ans.



Lecture : Dans l'Union européenne, la part des personnes âgées de plus de 65 ans pour celle des 15-64 ans sera de 50,4% en 2050.

Graphique: Le Grand Continent • Source: Commission européenne

Sans immigration, la population de l'Union européenne diminuerait de 9 % en 25 ans et la population en âge de travailler de plus de 20 %.

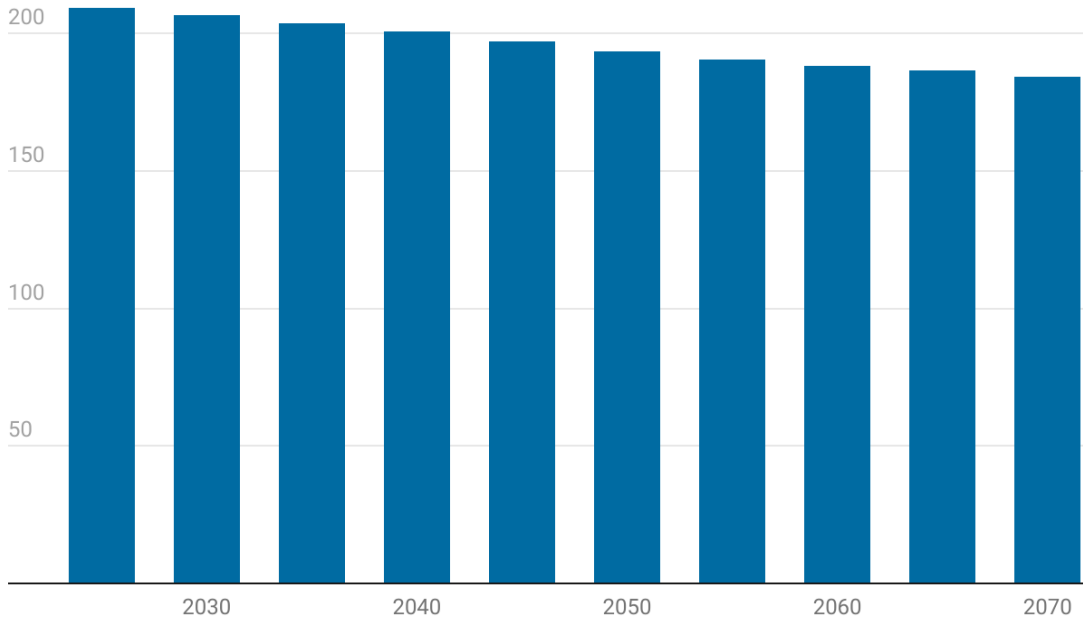
Au-delà de son vieillissement, la population de l'Union tend aussi à diminuer. Son solde naturel s'est dégradé de plus de 1,1 million de personnes pour la seule année 2023 ; pourtant, la projection de population établie par Eurostat pour les vingt-sept pays membres prévoit une diminution de « seulement » 453,17 millions d'habitants en 2025 à 447,88 millions d'habitants en 2050 ⁽⁹⁾.

Ces projections postulent en effet que le niveau de l'immigration sera semblable à celui qui a été observé dans les années passées – c'est-à-dire les années qui ont vu l'Allemagne accueillir plus d'un million de réfugiés de Syrie et d'Irak en 2015 et 2016, puis à nouveau un million d'Ukrainiens environ ⁽¹⁰⁾ depuis le début de l'agression russe. Ces trajectoires dépendent

donc des politiques migratoires qui seront conduites au Nord, alors que les discours hostiles à l'immigration fleurissent sur l'échiquier politique de l'ensemble des démocraties européennes.

Figure 2 - Projection de la population active à l'échelle de l'Union européenne

En millions de personnes.



Graphique: Le Grand Continent • Source: Ageing Report (2024), Commission européenne

Eurostat propose également des projections de population, qui font l'hypothèse d'un tarissement complet des flux migratoires. Selon ces projections, sans immigration¹¹, la population européenne passerait de 449,3 millions d'habitants en 2025 à 408,5 millions en 2050, soit une baisse de plus de 40 millions de personnes, représentant un recul de 9,1 % de la population¹². Pour mesurer l'ampleur de cette diminution, on peut se rappeler que la Première Guerre mondiale avait entraîné la mort de 1,5 million de Français¹³, soit environ 3,8 % de la population de 1914. L'arrêt de l'immigration en Europe provoquerait donc une chute démographique difficilement imaginable.

Cette diminution de la population toucherait prioritairement la population en âge de travailler (15-64 ans), qui chuterait de plus de 20 % dans l'Union d'ici à 2050 si l'immigration venait à se tarir. Une fois encore, certains pays sont plus exposés que d'autres à ce risque : en Italie, sans immigration, le nombre de 15-64 ans passerait de 36,942 millions à 25,541 millions d'habitants entre 2025 et 2050 ; cela représenterait une chute de près de 31 % en seulement vingt-cinq ans¹⁴. Dans le scénario actuel de migration, le

nombre des 15-65 ans n'y diminuerait « que » de 15 % environ entre 2025 et 2050 ⁽¹⁵⁾. En Espagne, si le scénario médian de migration prévoit une chute de 12,7 % des 15-64 ans d'ici à 2050, les projections sans immigration annoncent un effondrement de 29,2 % de leur nombre. C'est dire combien, pour ces deux pays, l'arrêt de l'immigration ressemblerait à moyen terme à un arrêt de l'économie toute entière.

Ces statistiques permettent aussi de comprendre ce qui rapproche l'Espagne du socialiste Pedro Sanchez, qui a décidé de régulariser 300 000 travailleurs chaque année entre 2025 et 2027, et l'Italie de Giorgia Meloni, qui a régularisé 452 000 personnes entre 2023 et 2025, puis 500 000 personnes supplémentaires entre 2025 et 2027 : pour faire face à un impératif économique similaire, les deux gouvernements adoptent une politique similaire d'immigration de travail.

La chute de la population active aurait des effets délétères tant sur le financement des retraites que sur le marché de l'emploi. Certains secteurs font ainsi face à des pénuries de main-d'œuvre, qui sont loin de ne concerner que les emplois peu qualifiés. Bien au contraire, la part moyenne des diplômés de l'enseignement supérieur dans les métiers en pénurie atteint 28 % dans l'Union ⁽¹⁶⁾. Ce chiffre est notamment tiré vers le haut par la pénurie d'ingénieurs civils ou de médecins spécialistes, sans parler des développeurs et informaticiens, en pénurie dans 13 pays européens ⁽¹⁷⁾.

Ajoutons que le niveau de pénurie sur le marché du travail n'est que très faiblement corrélé au taux de chômage : cela bat en brèche l'idée selon laquelle il suffirait simplement de réallouer les ressources du marché du travail national pour réguler les pénuries, sans recourir à l'immigration. La France connaît ainsi un taux de chômage relativement élevé par rapport à ses voisins européens, mais déplore pourtant de nombreuses pénuries sur le marché du travail. De même, la Grèce a autant de pénuries sur son marché du travail que Malte, alors que le taux de chômage est de 11,6 % en Grèce et de 2,6 % à Malte.

Les formations dispensées ne correspondent en effet pas toutes aux besoins du marché de l'emploi ; s'il faut évidemment favoriser la réallocation des actifs nationaux pour diminuer le chômage et résorber les pénuries, il est très délicat d'orienter les individus vers des formations qui les mèneraient vers des secteurs en pénurie. Une telle réallocation des actifs nationaux, quoiqu'elle soit un chantier nécessaire, ne saurait à elle seule remplacer l'immigration de travail.

Pour l'Italie et l'Espagne, l'arrêt de l'immigration ressemblerait à moyen terme à un arrêt de l'économie toute entière.

HAKIM EL KAROUI ET FRANÇOIS GAÛZÈRE-MAZAURIC

Sur la rive Sud de la Méditerranée, une démographie en croissance

L'Égypte et l'Algérie ont une population qui augmente très fortement : selon les projections des Nations Unies, la population égyptienne passera de 112 à 160 millions d'ici à 2050 ; celle de l'Algérie passera de 46 à 59 millions d'habitants sur la même période.

Contrairement aux populations européennes, ces deux pays garderont par ailleurs des populations très jeunes : les plus de 65 ans représentent 8,3 % des 15-64 ans (soit 12 actifs pour un plus de 65 ans) en Égypte, et n'en représenteront encore que 14 % (soit 7,14 actifs pour un plus de 65 ans) en 2050. Pour comparaison, ce ratio est de 35,2 % dans l'Union en 2025, et devrait passer à 52 % en 2050 (soit seulement deux actifs pour un retraité)⁽¹⁸⁾. Précisons que la Tunisie et le Maroc, plus avancés dans leur transition démographique, ne connaissent pas une expansion démographique de même nature que l'Égypte et l'Algérie⁽¹⁹⁾.

Le nombre d'étudiants augmente plus fortement encore que la population dans les pays de la rive Sud de la Méditerranée. En Algérie, le nombre d'étudiants est passé d'environ 1,2⁽²⁰⁾ à 1,8 million⁽²¹⁾ entre 2013 et 2024 (soit une hausse de 50 %) ; au Maroc, il est passé de 790 000 à 1,3 million entre 2014 et 2024 (en hausse de 65 %) ; en Égypte, il est passé de 1,9 million en 2014 à 2,3 millions en 2024 (en hausse de 20 %).

Les universités du Sud de la Méditerranée connaissent d'ailleurs une augmentation des inscriptions, plus forte encore dans les secteurs en pénurie, au Sud comme au Nord : ainsi, au Maroc, les filières d'ingénierie, de médecine et de technologie ont toutes connu une forte augmentation du nombre d'inscrits pour l'année académique 2023-2024 par rapport à l'année précédente : +9,16 % en ingénierie, +38,77 % en médecine, et +7,56 % en technologie⁽²²⁾.



« L'Âge d'or », sculpture monumentale en plastique sur la plage de Nice, juin 2025. © Mykyta Zigura

Fait notable, au Maghreb, le taux de chômage des diplômés est souvent important : ainsi au Maroc, le taux de chômage reste plus élevé parmi les jeunes de 15 à 24 ans (35,8 %) et les diplômés (19,7 %) que dans la population générale (13 %) ⁽²³⁾. Il en va de même en Égypte selon les chiffres du dernier trimestre 2024 : si le chômage de la population générale n'est que de 6,7 %, il augmente très fortement chez les nouveaux diplômés entre 20 et 24 ans : il atteint maintenant 33,6 %, contre 30,5 % au deuxième trimestre de 2024 ⁽²⁴⁾. En Tunisie, enfin, 25 % des jeunes diplômés sont au chômage en 2024 ⁽²⁵⁾.

La faible adéquation entre les études suivies et les besoins du marché du travail et, dans certains métiers, l'attractivité européenne, contribuent à expliquer cela. La difficulté d'insertion des jeunes diplômés sur le marché du travail les pousse souvent à émigrer, créant au Sud des phénomènes dramatiques de fuite des cerveaux. Kamel Sahnoun, le doyen de l'Ordre des ingénieurs de Tunisie, estime même qu'en moyenne, vingt ingénieurs quittent le pays chaque jour ; plus encore, 71 % des diplômés du pays déclarent rechercher des opportunités d'immigration ⁽²⁶⁾.

Si la Tunisie perd un immense potentiel avec l'émigration des ingénieurs, elle n'en récupère pas moins des devises grâce aux remises : ces dernières ont progressé de 4,6 % pour atteindre 77,6 milliards de ⁽²⁷⁾ dinars (2,2 milliards d'euros), dépassant ainsi les recettes générées par le secteur du tourisme, qui se sont également élevées de 7,2 %, pour atteindre 7 milliards de dinars au 10 décembre 2024, selon les données de la Banque centrale de Tunisie. Malgré ces transferts, la Banque mondiale fait de l'exode des diplômés l'une des causes principales de la stagnation de la croissance dans les pays du Maghreb ⁽²⁸⁾.

Résumons : au Nord, la population vieillit et a besoin de l'immigration pour ne pas chuter, alors que les pénuries de main-d'œuvre atteignent aussi des secteurs hautement qualifiés comme la médecine, l'informatique ou l'audit. Au Sud, la population croît rapidement en Égypte et en Algérie ; le nombre des diplômés y croît plus vite encore, mais ceux-ci font face à un chômage plus élevé que celui de l'ensemble de la population. De fait, l'immigration, pour les gouvernements du Sud, pourrait constituer un levier de régulation sociale pour peu qu'elle soit organisée en partenariat avec les pays du Nord.

Dans les pays de la rive Sud de la Méditerranée, le nombre d'étudiants augmente plus fortement encore que la population.

HAKIM EL KAROUI ET FRANÇOIS GAÛZÈRE-MAZAURIC

Quelle politique de mobilités pour la Méditerranée ?

D'une part, les pays européens doivent juguler les effets de la dénatalité sur leurs économies et sur leurs modèles sociaux ; d'autre part, les pays de la rive Sud de la Méditerranée doivent éviter l'appauvrissement lié à la fuite des cerveaux.

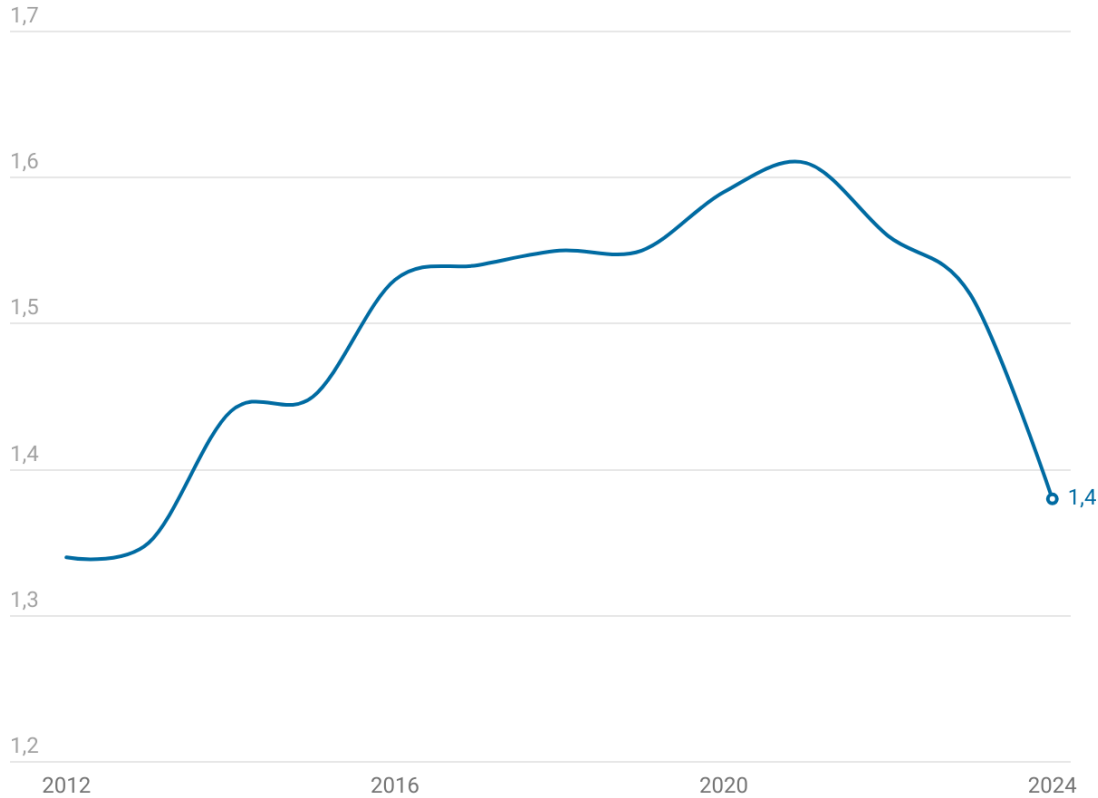
Les politiques natalistes, l'action sur le taux d'activité et la robotisation : des leviers nécessaires mais non suffisants

Si les conséquences de la dénatalité pour les économies sont connues, les remèdes pour l'endiguer le sont aussi ; on en dénombre quatre : la politique nataliste, la robotisation de l'économie, l'augmentation du taux d'activité et l'immigration. La politique nataliste est nécessaire, et les taux de fécondité résistent mieux dans les pays qui en mettent une en place ; la recherche est néanmoins unanime pour affirmer qu'elle ne suffit pas à enrayer la spirale de la basse fécondité dans laquelle sont prises les sociétés européennes.

La Hongrie de Viktor Orbán, par exemple, a consacré selon les estimations 3 % (OCDE) à 6 % (*Daily News Hungary*) de son PIB à la politique nataliste en 2021 : de nombreuses réductions d'impôts, des subventions à l'achat d'un logement pour les familles de trois enfants et plus, la création de nombreuses places en crèche, veulent relancer la natalité dans ce pays qui s'autoproclame sur des panneaux placardés aux quatre coins de l'aéroport de Budapest comme « le pays des familles ». Malgré ces investissements colossaux, le taux de fécondité de la Hongrie a diminué de 1,61 enfant par femme en 2021 à 1,38 enfant par femme en 2024. Face à cette situation,

Viktor Orban lui-même a promu en 2023 un projet de loi sur « l'emploi de travailleurs invités », et a reconnu que la Hongrie allait avoir besoin de « 500 000 nouveaux travailleurs » ⁽²⁹⁾.

Figure 3 - Évolution du taux de fécondité en Hongrie



Graphique: Le Grand Continent • Source: Commission européenne, Office central des statistiques de Hongrie

Ne nous y trompons pas : même si ses effets sont mitigés, la politique nataliste est nécessaire. L'augmentation de 10 % du taux de garde en Norvège a ainsi fait progresser la fécondité d'un dixième de point. À l'inverse, l'insuffisance des modes de garde peut faire chuter la natalité : en France, on estime ainsi à 160 000 le nombre de parents empêchés de reprendre un emploi après la naissance de leur enfant ⁽³⁰⁾. Toutefois, la politique nataliste n'est pas suffisante, car d'une part l'Europe n'a pas seulement besoin d'un rebond de quelques dixièmes de points de taux de fécondité pour enrayer la chute de sa population active ; d'autre part, surtout, les effets de la politique nataliste sont très imprévisibles – ainsi que nous l'enseigne l'exemple hongrois.

La robotisation pourrait pallier une part des pertes d'actifs induites par la dénatalité. Toutefois, si l'industrie et le secteur manufacturier peuvent dans certains cas remplacer le travail humain par des robots, cela est beaucoup moins vrai dans le secteur tertiaire, qui représente pourtant plus de 70 % du PIB des pays européens en déprise démographique. Cette difficulté de la

robotisation des activités tertiaires a été bien montrée par la recherche en économie ³¹ ; par ailleurs, y compris dans le secteur industriel, les petites entreprises sont moins susceptibles de recourir à la robotisation, du fait du montant des investissements à consentir pour se doter de telles machines ³².

Au-delà des difficultés économiques, la massification du recours aux robots pose un problème d'ordre moral : confierions-nous nos enfants dans les crèches, ou nos aînés dans les maisons de retraite, à des robots plutôt qu'à des humains ? Un rapport du MIT a montré que, même au Japon, pourtant très avancé dans la robotisation du marché du travail, seules 10 % des maisons de retraite sont dotées de robots, et seulement 2 % des aidants savent s'en servir ³³. Face aux pénuries de main-d'œuvre, la robotisation ne saurait en tout cas devenir la panacée : même le Japon, longtemps réticent à l'immigration de travail, lui a récemment ouvert ses portes. En 2024, le nombre de travailleurs étrangers y a ainsi augmenté de 12,4 % (+ 225 950 personnes) ³⁴, confirmant une hausse continue de la main-d'œuvre immigrée depuis 2014 dans un archipel qui lui est pourtant traditionnellement hostile.

Reste, bien sûr, l'impact de l'intelligence artificielle sur le marché du travail : il demeure difficile à quantifier et à évaluer, même si l'on sait que ce sont les cols blancs, plus que les cols bleus, qui vont être touchés par cette révolution technologique. Comme l'immigration en Europe est d'abord une immigration peu qualifiée (même si la situation est en train d'évoluer), il y a peu de chances que la révolution de l'intelligence artificielle ait un grand impact sur le besoin d'immigration de travail.

Enfin, l'augmentation du taux d'activité est déjà en marche, en particulier pour les femmes, les jeunes et les seniors. Si de telles mesures parviennent à remédier à une partie de la chute de la population active, cela ne sera pas suffisant : selon les projections de la Commission européenne, si elle augmentait le taux d'activité des femmes, des jeunes et des seniors, l'Union n'en perdrait pas moins 15,63 millions d'actifs âgés de 20 à 64 ans d'ici 2050, et près de 24,88 millions d'ici 2070 ³⁵.

Une Europe opposée à l'immigration, mais favorable à l'immigration de travail ?

L'immigration n'a pas bonne presse en Europe – où l'extrême-droite en a fait le thème central de sa campagne politique : 74 % des Allemands, 73 % des Italiens, 71 % des Français et 61 % des Espagnols considèrent qu'elle est trop importante dans leur pays.

Il est pourtant possible de nuancer ce discours. Selon une enquête réalisée par le CREDOC pour *Terra Nova*, 58 % des Français interrogés se disent

favorables à l'immigration de travail, c'est-à-dire à l'accueil ciblé de travailleurs étrangers pour répondre aux besoins du marché de l'emploi. Plus encore, même parmi les individus qui se déclarent hostiles à toute nouvelle immigration, 28 % se disent néanmoins favorables à cette forme d'immigration choisie, dictée par les impératifs économiques ³⁶.

En Espagne, une proposition de loi visant à régulariser 500 000 personnes supplémentaires a été déposée en avril 2024 au Congrès, après avoir recueilli 700 000 signatures populaires ; elle a ensuite été approuvée par 89 % des députés : c'est dire si la question de l'immigration de travail est l'objet d'un consensus transpartisan dans la péninsule ibérique. Enfin, en Italie, Giorgia Meloni a massivement octroyé des titres de séjour pour des travailleurs étrangers, malgré son agenda politique anti-immigration : de manière intéressante, ce grand écart ne lui a visiblement pas coûté un seul point de popularité – celle-ci a même légèrement augmenté entre 2024 et 2025, tandis que celle de son gouvernement a diminué.

Les initiatives politiques au Nord ont suivi les mouvements de l'opinion : l'Allemagne a conservé une politique d'immigration de travail accommodante pour pallier la chute de sa population active ; elle n'en a pas moins développé une politique plus stricte de maîtrise des flux migratoires : elle s'oriente ainsi vers une immigration choisie et qualifiée.

Cette orientation s'est concrétisée dès 2020 avec l'adoption de la loi sur l'immigration des travailleurs qualifiés, qui a facilité l'accès au marché du travail allemand pour les étrangers possédant les compétences recherchées. En juin 2023, la législation allemande a encore été assouplie afin d'élargir les conditions d'accès à l'emploi pour les immigrés : le seuil de revenu minimal requis pour obtenir un titre de séjour professionnel a été abaissé, et la liste des métiers en tension a été étendue ³⁷.

Pour servir sa politique d'immigration de travail, l'Allemagne utilise enfin le levier diplomatique : elle conclut des accords migratoires avec d'autres pays pour faciliter l'arrivée et la formation de travailleurs dans les secteurs en tension. Ces accords dits « gagnant-gagnant » visent à réduire l'immigration irrégulière tout en ouvrant les possibilités de migration légale vers l'Allemagne ; elle en a conclu un avec les Balkans occidentaux, un autre encore avec l'Inde ³⁸. Berlin examine la conclusion de tels accords avec l'Algérie, la Tunisie et le Maroc ³⁹.

Ces arrangements peuvent néanmoins être remis en cause par les dynamiques de politique intérieure : ainsi, malgré la nécessité d'une immigration de travail en Allemagne et le succès des accords déjà établis avec les Balkans occidentaux ⁴⁰, ces derniers verront leur portée amoindrie en 2025 – le gouvernement fait en effet face aux discours anti-immigration de l'AfD.

Les politiques européennes convergent vers l'immigration de travail plutôt que l'asile et l'immigration illégale

Si elle s'est montrée de plus en plus accommodante envers l'immigration de travail, l'Allemagne n'en a pas moins durci le contrôle qu'elle opère sur les mobilités transfrontalières. L'objectif est de limiter l'immigration illégale, puisque l'on sait que l'immigration de travail va augmenter.

Le 7 novembre 2023, le gouvernement d'Olaf Scholz a ainsi adopté une série de mesures visant à renforcer les contrôles aux frontières, à lutter plus fermement contre l'immigration irrégulière et à restreindre les conditions d'accès à l'asile⁴¹. Cette double stratégie d'ouverture à l'immigration de travail et de contrôle accru des autres flux migratoires a porté ses fruits : les arrivées de travailleurs qualifiés ont augmenté de 77 % depuis 2021, tandis que les demandes d'asile ont diminué de moitié sur la même période⁴².

En France, en Allemagne et en Italie, la même dynamique est à l'œuvre : un déclin de la politique migratoire traditionnelle fondée sur l'asile et un recours croissant à l'immigration de travail.

HAKIM EL KAROUI ET FRANÇOIS GAÛZÈRE-MAZAURIC

En Italie, enfin, le *decreto flussi* (« décret sur les flux »), permettant la régularisation de 452 000 personnes entre 2023 et 2025, s'est accompagné du décret Cutro, adopté en 2023, qui facilitait le contrôle aux frontières de l'immigration illégale ; celle-ci a d'ailleurs chuté de 60 % entre 2023 et 2024. Même en France, qui est pourtant le pays européen où l'idée de migration de travail est la moins débattue, la loi dite « immigration » du 26 janvier 2024 a durci certains mécanismes de contrôle des flux migratoires, tout en facilitant l'immigration de travail : la carte de séjour temporaire intitulée « travail dans les métiers en tension » a ainsi été créée, de même qu'une carte de séjour spécifique « talent – professions médicales et pharmacie » d'une durée de quatre ans, instaurée à destination des professionnels de santé diplômés en dehors de l'Union européenne.

En France, en Allemagne et en Italie – et même en Hongrie, qui se tourne depuis 2023 vers les travailleurs étrangers –, la même dynamique migratoire est donc à l'œuvre : un déclin de la politique migratoire traditionnelle fondée sur l'asile, et un recours croissant à l'immigration de travail.

Le taux d'emploi des immigrés dans l'Union européenne reste pourtant plus faible que celui des natifs, avec des écarts variables : 10 points d'écart en Allemagne, 7 points d'écart en France, et 3 points en Espagne. L'Italie fait

exception avec un taux d'emploi similaire entre immigrés et natifs . Les écarts de chômage entre ces deux catégories sont par ailleurs marginaux pour les individus peu qualifiés, mais deviennent plus importants pour ceux ayant un niveau d'éducation élevé.

Comment faire donc pour que les immigrés extra-européens s'insèrent au mieux sur les marchés du travail européens ? La réponse à cette question conditionne aussi la réussite des politiques d'intégration au Nord, puisque l'intégration commence notamment par l'emploi.

Organiser les mobilités en Méditerranée

Sans coopération autour de l'immigration, la Méditerranée pourrait bien devenir le théâtre d'un conflit entre les cultures : le Nord continuerait à dénoncer l'immigration avec une grande véhémence alors même que son économie en a besoin ; le Sud vilipenderait la fuite des cerveaux.

Le point de non-retour atteint par la relation franco-algérienne, empoisonnée par les différends liés à l'immigration, constitue une première illustration de ces fractures méditerranéennes.

Il est à l'inverse possible d'organiser les flux migratoires en Méditerranée pour répondre aux besoins du Nord comme à ceux du Sud. Première étape : savoir exactement quels sont leurs besoins, et quelles sont les capacités des systèmes de formation du Sud. La généralisation d'une telle logique demanderait que soient précisément étudiées les demandes de chacun des marchés du travail européens ; par exemple, l'établissement d'une cartographie des postes que chaque économie est prête à ouvrir à l'immigration serait utile ; la question de l'immigration pourrait alors faire l'objet d'un débat économique apaisé et chiffré.

Derrière les discours hostiles à l'immigration, les pays européens ont en effet bien compris qu'ils étaient en concurrence pour attirer les meilleurs talents étrangers, et ainsi compenser les pénuries de main-d'œuvre sur leurs marchés du travail domestiques. Il faut alors penser une politique globale avec l'idée d'un continuum démographique pour les mobilités liées au travail : les besoins du Nord et l'offre venue du Sud vont contribuer à intégrer le marché de l'emploi euro-méditerranéen.

Les pays du Sud, quand ils comprendront qu'ils détiennent une ressource stratégique pour l'Europe, pourront vouloir mettre en place une politique d'*émigration*.

HAKIM EL KAROUI ET FRANÇOIS GAÛZÈRE-MAZAURIC

Que faire pour s'y préparer ? Il faut accroître les partenariats en matière de formation : les économies de la rive Nord de la Méditerranée pourraient financer davantage la formation sur la rive Sud, au titre d'une refonte de l'aide au développement. Coup de chance, la formation coûte moins cher que de grandes infrastructures : des conversions de dette pourraient être mises en place, et des programmes d'échanges aussi – un Erasmus méditerranéen qui attend d'être généralisé, et que le Nord pourrait entièrement prendre en charge.

Dans cet esprit, la Confindustria italienne souhaite par exemple mettre en place des projets visant à former des travailleurs dans leurs pays d'origine puis à les insérer dans les entreprises italiennes ; une première phase de ce projet se déroule actuellement avec le Ghana⁴⁴. Ces partenariats ont gagné le Maghreb : Giorgia Meloni a ainsi signé en janvier 2023 un partenariat global portant sur plusieurs secteurs économiques avec l'Algérie – dont on retrouve d'ailleurs de nombreux ressortissants parmi les bénéficiaires des régularisations du *decreto flussi*.

Plus encore, les questions de mobilité, de formation et de main-d'œuvre pourraient être réinscrites dans des partenariats économiques globaux : ainsi, l'initiative Global Gateway de la Commission européenne, qui destine 150 milliards d'euros au développement d'infrastructures sur le continent africain, pourrait s'assortir de projets sur la formation et les mobilités. L'Italie a déjà commencé à faire valoir cette logique, après qu'elle a promu en 2023 le plan Mattei, allouant 5,5 milliards d'euros à la construction d'infrastructures en Afrique. En un temps où les droits de douane américains s'appliquent aussi bien aux économies européennes qu'aux économies méditerranéennes (10 % pour le Maroc et l'Égypte, 28 % pour la Tunisie, 30 % pour l'Algérie), une telle politique pourrait résoudre une partie des besoins de main-d'œuvre qualifiée et non qualifiée en Europe, tout en apportant une compensation véritable au Sud et en renforçant les liens économiques régionaux.

À l'inverse, les pays du Sud, quand ils comprendront qu'ils détiennent une ressource stratégique pour l'Europe, pourront vouloir mettre en place une politique d'*émigration* : « Vous voulez nos talents et notre jeunesse, si possible bien formée ? Remboursez-nous les frais d'éducation et de formation ! » Pour les États, le Sud pourrait réclamer au Nord des

compensations *via* la valorisation du coût global de formation de ceux qui partent et de leurs intérêts sur les marchés du travail du Nord.

La relation entre le Nord et le Sud va changer : le Nord repoussait ceux dont il ne voulait pas et trouvait parfaitement normal de prendre ceux pour qui le Sud avait dépensé sans compter afin de les former ; le Sud va comprendre l'opportunité pour lui de rééquilibrer la relation. La Méditerranée est dès lors le lieu d'un paradoxe : c'est une frontière géographique, mais aussi un point de jonction stratégique.

Les sociétés du Sud – Maroc, Tunisie, Algérie mais aussi Égypte ou Liban – disposent de réserves de jeunesse, d'un potentiel éducatif croissant et de liens profonds avec l'Europe.

La migration du Sud de la Méditerranée vers l'Europe n'est d'ailleurs plus essentiellement rurale, mais elle s'élargit à des profils intermédiaires ou supérieurs, notamment dans les secteurs de la santé, de l'ingénierie ou de l'audit. Cette évolution appelle à repenser les politiques migratoires non comme des mécanismes de contrôle, mais comme des instruments de co-développement et de compétitivité.

Mais l'intégration par la démographie ne se décrète pas.

Elle suppose une politique d'anticipation et de coopération. Anticipation, parce que les effets de la transition démographique sont déjà à l'œuvre, et qu'il faut agir en amont pour adapter les systèmes éducatifs, sociaux et économiques. Coopération, parce qu'aucun pays ne peut répondre seul aux défis croisés du vieillissement, des mobilités et de la stabilité géopolitique. Ce n'est qu'à ce prix que la Méditerranée pourrait, comme sous la plume de Braudel, redevenir une véritable région vers laquelle convergeraient les routes, les marchandises, les cultures... et les personnes.

SOURCES

- ① Confrontations Europe et ViaVoice, « Europe, continent d'immigration et de mobilités », septembre 2023. ↑
- ② Institut tunisien des études stratégiques, « La fuite des cerveaux parmi les ingénieurs en Tunisie : causes, conséquences et propositions de politiques économiques », juin 2024, p. 22. ↑
- ③ Assemblée nationale, Rapport sur les changements démographiques et la nouvelle solidarité entre les générations, n°2887, 22 février 2006 [pour la période 1990-2005] ; et Eurostat, « Indicateur conjoncturel de fécondité », juin 2025. ↑
- ④ Wolfgang Lutz, Vegard Skirbekk, Maria Rita Testa, « The low fertility trap Hypothesis : forces that may lead to further postponement and fewer births in Europe », International Institute for Applied Systems Analysis, avril 2006. ↑

- ⑤ C'est notamment l'une des analyses développées par Nicholas Eberstadt, « The Age of depopulation. Surviving a world gone gray », *Foreign Affairs*, novembre-décembre 2024 ; voir aussi Nicholas Eberstadt « Population change and National Security, *Foreign Affairs*, été 1991. ↑
- ⑥ Eurostat, « Population au 1er janvier par tranche d'âge et par sexe », 2025. ↑
- ⑦ Eurostat, « Taux de dépendance des personnes âgées, Première variante (population de 65 ans ou plus sur population de 15 à 64 ans) », 2023. ↑
- ⑧ Ibid. ↑
- ⑨ Eurostat, « Population au 1er janvier par âge, sexe et type de projection », 2023. ↑
- ⑩ Anne Salles, « Marché du travail en Allemagne : quelle contribution des réfugiés d'Ukraine ? », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, 55-2, 2023. ↑
- ⑪ Ces scénarios excluent tout flux entrant ou sortant de migrants. ↑
- ⑫ Eurostat, « Population au 1er janvier par âge, sexe et type de projection », 2023. ↑
- ⑬ Jay Winter, « Victimes de la guerre : morts, blessés et invalides », in S. Audoin-Rouzeau et J.-J. Becker (dir.), *Encyclopédie de la Grande Guerre*, t. II, Perrin, 2e éd., 2012, p. 715-728. Voir aussi François Héran, « Générations sacrifiées : le bilan démographique de la Grande Guerre ». *Population & Sociétés*, 510 (4), 1-4, 2014. ↑
- ⑭ Eurostat, « Population au 1er janvier par âge, sexe et type de projection », 2023. ↑
- ⑮ Ibid. ↑
- ⑯ European Labour Authority, « Labour Shortages and Surpluses 2023 », p 41, 2024 ↑
- ⑰ Ce métier a augmenté de 88 % entre 2012 et 2021. Commission européenne, « Emploi et développement social en Europe », 2023. ↑
- ⑱ Cela signifierait donc qu'il y aurait seulement deux actifs pour payer une retraite dans l'Union en 2050, en tenant compte de l'immigration. Eurostat, « Soldes démographiques et indicateurs par type de projection », 2023. ↑
- ⑲ Le Maroc et la Tunisie, à la différence de l'Égypte et de l'Algérie, sont en effet beaucoup plus avancés dans leur transition démographique et leur population commence à vieillir. ↑
- ⑳ Ministère des Affaires étrangères et du développement international & Ambassade de France en Algérie, « Fiche Curie Algérie », 2014. ↑
- ㉑ « La rentrée universitaire 2024-2025 par les chiffres », *Horizons*, 24 septembre 2024. ↑
- ㉒ Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation du Maroc, *L'enseignement supérieur en chiffres 2023-2024*, p 16. ↑
- ㉓ Haut-commissariat au plan du Maroc, Note d'information du Haut-commissariat au plan relative à la situation du marché du travail en 2023, février 2024. ↑
- ㉔ Chiffres de l'Agence pour la mobilisation publique et pour les statistiques, novembre 2024. Voir aussi « 6,7 % de la population active égyptienne touchés par le chômage au troisième trimestre 2024 », *Ahram Info*, 14 novembre 2024. ↑
- ㉕ Institut national de statistiques de Tunisie, *Indicateurs de l'emploi et du chômage au troisième trimestre 2024*, 2024, p. 5. ↑
- ㉖ Ibid., p. 13. ↑
- ㉗ Un dinar vaut 0,29 euros. ↑
- ㉘ World Bank, *World Development Report 2021 Data for better lives*, 2021. ↑
- ㉙ Jean-Baptiste Chastand, « En Hongrie, derrière la propagande hostile, la réalité de l'immigration », *Le Monde*, 19 mai 2023. ↑
- ㉚ Maxime Sbahi, *Les balançoires vides*, Éditions de l'Observatoire, 2025, p. 185. ↑
- ㉛ Cf. notamment Daron Acemoglu et Pascual Restrepo, « Tasks, Automation, and the Rise in US Wage Inequality », *National Bureau of Economic Research Working Paper*, n° 28920, juin 2021. ↑
- ㉜ Ibid. ↑
- ㉝ James Wright, « Inside Japan's long experiment in automating eldercare », *MIT Technology Review*, janvier 2023. ↑

- 34 « Nombre record de travailleurs étrangers au Japon en 2023 : évolution du chiffre, nationalités et type de visa », Japan Data, 2023. ↑
- 35 Cette projection fait l'hypothèse d'une augmentation de la participation au marché du travail de 79,4 % en 2022 à 82,7 % en 2070 sous l'effet combiné de réformes successives des retraites et d'une progression de la participation des femmes au marché du travail (Commission européenne, Ageing Report 2022-2070, 2024, pp. 4 et 343). ↑
- 36 Sandra Hobian et Lucie Brice Mansencal, « Enquête sur les représentations à l'égard de l'immigration de travail », Terra Nova, 12 mai 2025. ↑
- 37 Uta Rasche, « Plus rapide et moins bureaucratique », Deutschland, 1er novembre 2023. ↑
- 38 Nations Unies, Agreement between the Government of the Federal Republic of Germany and the Government of the Republic of India on a comprehensive migration and mobility partnership, 5 décembre 2022. ↑
- 39 Jeanette Süß, « Entre inertie et ouverture. L'Allemagne réforme son système d'immigration de travail », Notes du Cerfa, n° 174, Ifri, juillet 2023. ↑
- 40 Deutscher Bundestag, « Öffentliche Anhörung zur Fachkräfteeinwanderung », 22 mai 2023. ↑
- 41 Cécile Boutelet, « L'Allemagne amorçe un tournant vers plus de fermeté sur l'immigration », Le Monde, 7 novembre 2023 ; Euronews, « Germany agrees on stricter measures to curb immigration », Euronews, 7 novembre 2023. ↑
- 42 Federal Ministry of Interior, « Immigration by skilled workers up considerably, irregular migration drops significantly », 1er avril 2025. ↑
- 43 OCDE, « Les indicateurs de l'intégration des immigrés 2023 — Trouver ses marques », 15 juin 2023, p. 99. ↑
- 44 Andrea Borasio, « Manca manodopera qualificata : progetto per inserire giovani extraeuropei », Vercelli Notizi, 11 janvier 2025. ↑